

DASCT

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE

Union-Discipline-Travail

Ministère de  
l'Agriculture  
Application du règlement  
n°03/2009/CM/UEMOA du 27 mars  
2009

Décret n°2013-678 du 02 octobre 2013

portant institution du Catalogue National des espèces  
et variétés végétales cultivées en Côte d'Ivoire

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur rapport conjoint du Ministre de l'Agriculture, du Ministre auprès du Premier Ministre chargé de l'Economie et des Finances, du Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, du Ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME, du Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique.

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le règlement C/REG.4/05/2008 portant harmonisation des règles régissant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences végétales et plants dans l'espace CEDEAO et les textes d'application subséquents ;
- Vu** le règlement n°03/2009/CM/UEMOA portant harmonisation des règles régissant le contrôle de qualité, la certification et la commercialisation des semences végétales et plants dans l'UEMOA et les textes d'application subséquents ;
- Vu** la loi n°63-301 du 26 juin 1963 relative à la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles ;
- Vu** la loi n°64-490 du 21 décembre 1964 relative à la protection des végétaux ;
- Vu** la loi n°88-650 du 07 juillet 1988 relative à la répression des infractions en matière de commercialisation des produits agricoles modifiée par la loi n° 89-521 du 11 mai 1989 ;
- Vu** le décret n°2012-1118 du 21 novembre 2012 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2012-1119 du 22 novembre 2012 portant nomination des Membres du Gouvernement, tel que modifié par le décret n°2013-505 du 25 juillet 2013 ;
- Vu** le décret n°2013-506 du 25 juillet 2013 portant attributions des Membres du Gouvernement ;
- Vu** le décret n° 2013-678 du 02 octobre 2013 portant création, attributions, organisation et fonctionnement du Comité National des Semences et Plants ;



## LE CONSEIL DES MINISTRES ENTENDU,

### DECRETE :

#### CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

**Article 1 :** Il est institué un Catalogue National des espèces et variétés végétales cultivées en République de Côte d'Ivoire.

**Article 2 :** Le Catalogue National des espèces et variétés végétales est un document qui contient la liste et les caractéristiques essentielles de toutes les variétés homologuées en Côte d'Ivoire.

#### CHAPITRE II : CONDITIONS D'INSCRIPTION AU CATALOGUE

**Article 3 :** Pour être inscrite au Catalogue national, une variété doit être distincte, stable et suffisamment homogène ; elle doit également posséder une valeur agronomique et technologique satisfaisante.

Une variété est considérée comme distincte si au moment où l'inscription est demandée, elle se distingue nettement par un ou plusieurs caractères importants de toute autre variété admise ou présentée à l'admission au Catalogue national.

Une variété est considérée comme stable si ses caractères essentiels sont conservés après chaque cycle reproductif. La stabilité d'une variété est donc basée sur une connaissance de son comportement antérieur et sur une observation minutieuse de son état durant le cycle immédiatement précédent.

Une variété est considérée comme homogène si les plantes qui la composent, abstraction faite des rares aberrations, sont, compte tenu des particularités du système de reproduction des plantes, semblables ou génétiquement identiques pour l'ensemble des caractères retenus à cet effet.

Une variété est considérée comme possédant une valeur agronomique et technologique suffisante pour le pays si, par rapport aux autres variétés déjà inscrites, elle présente, au moins pour une région donnée, une nette amélioration soit pour la culture soit pour l'exploitation des récoltes ou l'utilisation des produits qui en sont issus.

**Article 4 :** Toute variété doit porter une dénomination qui permet son inscription et qu'elle ne soit pas confondue avec la dénomination d'une autre variété inscrite.

Peuvent constituer des dénominations tous mots, toutes combinaisons de mots et de chiffres et toutes combinaisons de lettres et de chiffres, ayant ou non un sens préexistant, à condition que de tels signes soient



propres à identifier la variété et conformes aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Toutefois, cette dénomination ne doit pas être susceptible d'induire en erreur ou de prêter à confusion sur les caractéristiques, la valeur ou la provenance géographique de la variété, ou sur les liens qui unissent la variété à des personnes.

Une variété provenant d'un autre pays doit, dans la mesure du possible, porter la même dénomination que dans le pays d'origine. Dans le cas contraire, la dénomination d'origine doit être également mentionnée au Catalogue National.

En cas de similitude de dénomination entre deux variétés nouvelles de la même espèce, la préférence est accordée au premier déposant. Quant au second déposant, il est tenu de proposer une nouvelle dénomination pour sa variété.

### CHAPITRE III : DEMANDE D'INSCRIPTION

**Article 5 :** Toute personne physique ou morale ayant son domicile ou son siège en Côte d'Ivoire ou dans tout autre pays de la CEDEAO peut déposer une demande d'inscription au Catalogue National des espèces et variétés végétales.

Peuvent également déposer une demande d'inscription, les personnes physiques ou morales extérieures à la CEDEAO mais représentées par un mandataire domicilié en Côte d'Ivoire.

**Article 6 :** Toute demande d'inscription d'une variété au Catalogue National doit être adressée au Service compétent du Ministère en charge de l'Agriculture ou à tout autre organe habilité à cet effet.

**Article 7 :** Chaque variété doit faire l'objet d'un dossier distinct de demande comprenant obligatoirement :

- la demande faite sur un imprimé officiel délivré par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret ;
- une description détaillée de la variété et de la procédure d'obtention de celle-ci ;
- les résultats d'essai de la variété ;
- un échantillon de la variété.

Le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret tient à la disposition des requérants une notice explicative contenant les instructions et les informations pratiques relatives au dépôt de demande.

**Article 8 :** La demande d'inscription au Catalogue National des espèces et variétés végétales pourra être rejetée dans les cas suivants :

- pièce administrative manquante ;
- dossier technique incomplet ;
- matériel végétal non fourni dans les délais impartis.



## CHAPITRE IV : PROCEDURE D'INSCRIPTION

**Article 9 :** Toute variété végétale dont l'inscription est demandée, est soumise à des essais pendant une période minimale de deux cycles végétatifs successifs pour évaluer sa Distinction, son Homogénéité, sa Stabilité et sa Valeur Agronomique et Technologique.

Les essais portant sur la Distinction, l'Homogénéité et la Stabilité de la variété, DHS, peuvent être conduits dans une seule localité ; quant aux essais portant sur la Valeur Agronomique et Technologique de la variété, VAT, ils ont lieu dans plusieurs localités.

Ces essais sont conduits dans des conditions normales de culture et conformément aux principes et méthodes techniques et scientifiques adoptés par le Ministère en charge de l'Agriculture, en référence aux protocoles de la CEDEAO et de l'UEMOA.

Les résultats des essais sont notifiés au requérant à la fin de chaque cycle d'expérimentation.

**Article 10 :** Les essais DHS et VAT sont réalisés, sous la supervision du Service ou de l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret, par des structures compétentes habilitées à cet effet par le Ministre chargé de l'Agriculture.

Des groupes d'experts désignés par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret sont chargés du suivi des essais ; ils préparent les propositions d'inscription sur la base des résultats obtenus.

Les propositions préparées par les groupes d'experts sont finalisées par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret, lequel les soumet à l'approbation du Ministre chargé de l'Agriculture.

**Article 11 :** A l'issue des essais menés conformément aux prescriptions mentionnées à l'article 9 du présent décret, l'admission d'une variété est prononcée ou refusée par le Ministre chargé de l'Agriculture, après avis du Comité National des Semences et Plants, en abrégé CONASEM.

La décision d'admission ou de refus est notifiée au requérant, dans les meilleurs délais, par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret.

**Article 12 :** Les variétés d'espèces agricoles ayant subi avec succès les épreuves de distinction, d'homogénéité et de stabilité, ainsi que les tests de Valeur Agronomique et Technologique en Côte d'Ivoire sont inscrites sur la liste A telle que définie par l'article 14 du présent décret.



Les variétés d'espèces agricoles ayant subi avec succès en Côte d'Ivoire seulement les épreuves de distinction, d'homogénéité, et de stabilité sont inscrites sur la liste B telle que définie par l'article 14 du présent décret.

**Article 13 :** Les essais réalisés en vue de l'inscription d'une variété au Catalogue National sont subordonnés au paiement de droits d'inscription dont le taux et les modalités de perception sont fixés par arrêté conjoint du Ministre chargé de l'Agriculture et du Ministre chargé de l'Economie et des Finances.

## CHAPITRE V : ORGANISATION ET GESTION DU CATALOGUE

**Article 14 :** Le Catalogue National des espèces et variétés végétales comprend, selon les espèces concernées, les listes A et B, en référence aux réglementations de la CEDEAO et de l'UEMOA.

La liste A comprend les variétés dont les semences peuvent être multipliées et commercialisées en Côte d'Ivoire.

La liste B est composée des semences qui peuvent être multipliées en Côte d'Ivoire, mais seulement en vue de leur exportation hors du territoire de la CEDEAO.

En ce qui concerne les espèces potagères :

- la liste A regroupe les variétés dont les semences peuvent être contrôlées soit en tant que « semences de base » ou « semences certifiées », soit en tant que « semences standard » ;
- la liste B regroupe les variétés dont les semences ne peuvent être contrôlées qu'en tant que « semences standard ».

Chaque liste comprend, pour chaque variété, au moins les éléments ci-après :

- un numéro d'enregistrement ;
- le nom de la variété ;
- les caractéristiques officielles de la variété ;
- le nom de l'obteneur et du responsable de son maintien ;
- la date d'inscription de la variété ;
- la date de sa réinscription éventuelle ;
- la date de sa radiation éventuelle.

**Article 15 :** L'inscription d'une variété nouvelle, accompagnée de l'identité de l'obteneur et du responsable de la sélection et du maintien de la variété, est publiée au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Le Catalogue National est régulièrement mis à jour par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret.

**Article 16 :** L'inscription d'une variété agricole est valable pour une durée initiale de dix ans. Elle peut être renouvelée par périodes successives de cinq ans si son maintien en culture le justifie et sous réserve que les conditions



prévues pour la distinction, l'homogénéité et la stabilité soient toujours remplies.

La demande de prorogation doit être introduite par le requérant au plus tard deux ans avant l'expiration de l'inscription. A titre provisoire, la durée d'une inscription peut être prorogée jusqu'à la décision concernant la demande de prorogation.

**Article 17 :** Le Catalogue National peut être consulté par toute personne auprès du Ministère en charge de l'Agriculture ou dans ses Directions régionales ou départementales.

**Article 18 :** Les variétés inscrites au Catalogue National doivent être maintenues par l'obtenteur ou son représentant selon les règles et les méthodes de la sélection conservatrice en usage.

**Article 19 :** Les variétés inscrites sont régulièrement et officiellement contrôlées par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret, lequel vérifie les critères ayant fondé l'inscription.

A cet effet, ce service ou cet organe peut demander au responsable du maintien de la variété d'autres échantillons pour effectuer les essais et examens prévus à l'article 9 ci-dessus.

En cas de modification d'une ou de plusieurs caractéristiques secondaires d'une variété, la description au Catalogue National est modifiée en conséquence.

Lorsque la modification concerne la stabilité de la variété, celle-ci est radiée du Catalogue National conformément à l'article 20 du présent décret.

**Article 20 :** Le Ministre chargé de l'Agriculture peut, après avis du CONASEM, procéder à la radiation d'une variété du Catalogue National dans les cas suivants :

- il est prouvé par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret qu'elle ne répond plus aux conditions de distinction, d'homogénéité et de stabilité ;
- le ou les responsables de la variété en font la demande ;
- il est établi a posteriori que lors de la demande d'admission ou de la procédure d'examen, des indications fausses ou frauduleuses ont été fournies au sujet des données dont dépend l'admission ;
- il y a violations graves et répétées des dispositions relatives à l'inscription au Catalogue National.

La décision de radiation doit être motivée et notifiée dans les meilleurs délais au responsable de la variété par le service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret.

**Article 21 :** Les variétés en provenance d'autres pays sont soumises aux mêmes conditions d'inscription que celles appliquées aux variétés nationales.



## CHAPITRE VI : DISPOSITIONS TRANSITOIRE ET FINALE

**Article 22 :** A la date d'entrée en vigueur du présent décret, les variétés notoirement connues en République de Côte d'Ivoire seront recensées et inscrites, par le Service ou l'organe indiqué à l'article 6 du présent décret, au Catalogue National des variétés dans un délai maximum d'un an.

**Article 23 :** Le Ministre de l'Agriculture, le Ministre auprès du Premier Ministre, chargé de l'Economie et des Finances, le Ministre de l'Environnement, de la Salubrité Urbaine et du Développement Durable, le Ministre du Commerce, de l'Artisanat et de la Promotion des PME, le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République de Côte d'Ivoire.

Fait à Abidjan, le 02 octobre 2013

Alassane OUATTARA

Copie certifiée conforme à l'original  
Le Secrétaire Général du Gouvernement



Sansan KAMBILE  
Magistrat